

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

*Passé selon une procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la
Commande Publique*

**Désignation d'un assistant au Maître d'Ouvrage dans le cadre
d'une étude de programmation**

**Construction d'un ensemble de bâtiments à usage de
Centre d'Insémination animale et gestation (porcs)**

Rouillé (86)

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Centre de Nouvelle-Aquitaine-Poitiers

RD 150 – LE CHENE

86600 LUSIGNAN

Tél. : + 33 (0)5 49 55 60 00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PARTIES CONTRACTANTES	5
ARTICLE 2 - OBJET, NATURE ET DUREE DU MARCHÉ	5
2.1 - Objet du marché.....	5
2.2 - Nature du marché.....	5
2.3 - Durée du marché	5
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
3.1 - Mode de dévolution	6
3.2 - Allotissement	6
3.3 – Décomposition en phases et en tranches	6
3.4 - Variante	7
3.5 - Délai de validité des offres.....	7
ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 5 - CONFIDENTIALITE	8
ARTICLE 6 - PRESTATIONS ATTENDUES ET MODALITES D’EXECUTION	8
6.1 - Détail des prestations	8
6.2 - Représentation des parties et obligation d’information.....	8
6.3 - Sous-traitance	9
6.4 - Personnes concernées par l’opération sans être parties au contrat	9
6.4.1 - Contrôle technique.....	9
6.4.2 - Coordination de sécurité et de protection de la santé	9
ARTICLE 7 - REMISE DES DOCUMENTS D’ETUDES.....	9
ARTICLE 8 - CONSTATATION DE L’EXECUTION DU MARCHÉ	11
8.1 - Opérations de vérification	11
8.2 – Admission.....	11
ARTICLE 9 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE OU DES DROITS DE TOUTE AUTRE NATURE RELATIF AUX RESULTATS	12
ARTICLE 10 - PÉNALITÉS.....	12
10.1 - Pénalités de retard	12

10.1.1 Pénalité d'exécution dans chaque phase.....	13
10.1.2 Pénalité d'admission	13
10.1.3 Pénalité de retard de remise des documents	13
10.2 - Pénalité pour non remplacement du responsable désigné à l'article 5.2.....	13
10.3 - Pénalités afférentes au travail dissimulé	13
10.4 - Plafond des pénalités.....	14
ARTICLE 11 - PRIX	14
11.1 - Mois d'établissement des prix du marché	14
11.2 - Choix de l'index de référence	14
11.3 - Modalités de révision des prix	14
11.4 - Révision provisoire.....	15
ARTICLE 12 - FACTURATION	15
ARTICLE 13 - PAIEMENT	15
ARTICLE 14 - CLAUSES DE FINANCEMENT	16
14.1 - Avance	16
14.2 - Garantie à première demande	17
14.3 - Cession et nantissement.....	17
ARTICLE 15 - CLAUSE DE REEXAMEN	17
ARTICLE 16 - ASSURANCE.....	17
ARTICLE 17 - RÉILIATION DU MARCHÉ	18
ARTICLE 18 - LANGUE - MONNAIE	18
ARTICLE 19 - ACHEVEMENT DE LA PRESTATION	18
ARTICLE 20 - COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES	18
ARTICLE 21 - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	19
ARTICLE 22 - CHANGEMENTS AFFECTANT LA SOCIÉTÉ.....	19
ARTICLE 23 - DEROGATION AU CCAG	19

ARTICLE 1 - PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- Institut National de Recherche en Agriculture, alimentation et Environnement, ci-après désignée le l'acheteur ou le pouvoir adjudicateur,
- L'entreprise attributaire du marché, ci-après désignée le titulaire.

ARTICLE 2 - OBJET, NATURE ET DUREE DU MARCHÉ

2.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la désignation d'un assistant au Maître d'Ouvrage dans le cadre d'une étude de programmation pour la construction d'un bâtiment expérimental pour élevage porcin sur le site INRAE de Saint-Gilles (35).

La mission du programmiste recouvre les champs suivants :

- établissement du programme général puis du programme technique détaillé au sens de l'article L2421-3 du Code de la Commande Publique (CCP) permettant la consultation des maîtres d'œuvre ;
- détermination de l'enveloppe financière des travaux au sens de l'article L2421-4 du CCP ;
- suivi de la conception jusqu'en phase APD.

L'ensemble des prestations que le titulaire devra assurer est décrit dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.2 - Nature du marché

Le marché prendra la forme d'un marché forfaitaire.

2.3 - Durée du marché

Tranche ferme :

La durée prévisionnelle de la tranche ferme est de 24 mois à compter de la date de notification.

Les délais de phases (hors période de validation) sont les suivants :

Phase 1 : 8 semaines

Phase 2 : 6 semaines

Phase 3 : 8 mois

Phase 4 : 2 semaines

Tranches optionnelles :

La durée prévisionnelle de chaque tranche optionnelle est de 4 mois à compter de la date de notification de la décision d'affermissement.

Les délais de phases (hors période de validation) sont les suivants :

Phase 5 : 2 semaines

Phase 6 : 2 semaines

Le planning prévisionnel de l'étude de programmation figure au V) du CCTP.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 - Mode de dévolution

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du CCP.

3.2 - Allotissement

L'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, le présent marché n'est pas décomposé en lots au sens de l'article L2113-10 du CCP.

3.3 – Décomposition en phases et en tranches

Le présent marché comprend une tranche ferme et 2 tranches optionnelles en application des articles R2113-4 à R2113-6 du Code de la Commande Publique.

Il est également décomposé en 6 phases détaillées dans le CCTP :

Tranche	Phase	
Tranche ferme	1	Programme général
	2	Programme technique détaillé
	3	Assistance pour désignation Maître d'œuvre
	4	Assistance maîtrise d'ouvrage pour examen de l'esquisse
Tranche optionnelle n°1	5	Assistance maîtrise d'ouvrage pour examen de l'APS
Tranche optionnelle n°2	6	Assistance maîtrise d'ouvrage pour examen de l'APD

L'affermissement de chaque tranche optionnelle peut intervenir à la notification du marché ou durant la phase d'exécution de la tranche ferme dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date de la notification de la tranche ferme.

La décision d'affermissement de la tranche optionnelle est effectuée :

- sur l'acte d'engagement si l'affermissement intervient à la notification du marché ;
- par ordre de service si l'affermissement intervient pendant la phase d'exécution de la tranche ferme.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'affermir ou non les tranches optionnelles. En cas de non affermissement, aucune indemnité ne pourra être sollicitée par le titulaire du marché.

Chacune des phases sera engagée par ordre de service dans les conditions de l'article III du CCTP.

3.4 - Variante

Variante optionnelle demandée par le pouvoir adjudicateur

Sans objet.

Variante à l'initiative des candidats

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

3.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des plis en page de garde du présent règlement.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante (la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation des documents contractuels énumérés ci-après) :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe ;
- Le présent cahier de clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié ;
- Le cahier de clauses techniques particulières (CCTP) ;
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) ;
- Le mémoire technique.

Toute clause, portée dans les catalogues, barèmes ou documentation quelconque produits par le titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition. L'exemplaire du marché conservé dans les archives de l'administration fait seul foi.

ARTICLE 5 - CONFIDENTIALITE

Les parties sont mutuellement tenues par un devoir de complète discrétion à l'égard des informations confidentielles dont elles pourraient avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Le titulaire informe ses éventuels sous-traitants de leur soumission à cette même obligation.

ARTICLE 6 - PRESTATIONS ATTENDUES ET MODALITES D'EXECUTION

6.1 - Détail des prestations

Le contenu des prestations est détaillé dans le CCTP.

6.2 - Représentation des parties et obligation d'information

La réalisation des prestations objet du présent marché se déroule sous le contrôle du représentant de l'acheteur :

Institut National de Recherche en Agriculture, alimentation et Environnement
Centre de Nouvelle-Aquitaine-Poitiers
SDAR – Service Infrastructures Travaux Maintenance
86600 LUSIGNAN
Contact : M. Sébastien BRANELLEC

En cas d'insuffisance dans l'exécution de la prestation, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander le remplacement du responsable désigné à l'acte d'engagement. Le titulaire a 15 jours pour présenter un remplaçant sous peine d'application d'une pénalité définie à l'article 10.2.

Celui-ci est considéré comme accepté si le maître d'ouvrage ne le récuse pas dans un délai de 15 jours.

En cas d'indisponibilité de cette personne pendant une période continue supérieure à 15 jours, la personne publique se réserve le droit :

- d'appliquer la pénalité définie à l'article 10.2,
- et/ou de résilier le marché sans indemnité,
- et/ou d'accepter son remplacement par une autre personne présentée par le titulaire ; dans ce cas, la personne publique dispose d'un délai de 15 jours pour accepter ou refuser le remplaçant présenté.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de demander le remplacement du responsable technique désigné, en particulier en cas d'insuffisance dans l'exécution de la prestation. Le maître de l'ouvrage n'a pas à motiver sa décision.

Cet article déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

Lorsque le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, celui-ci est représenté, vis-à-vis de l'Acheteur, par le membre du groupement désigné à l'acte d'engagement comme étant mandataire.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

6.3 - Sous-traitance

Le prestataire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

6.4 - Personnes concernées par l'opération sans être parties au contrat

6.4.1 – Etude géotechnique

Il est prévu de faire intervenir une étude géotechnique à l'initiative du maître de l'ouvrage.

L'intervention du géotechnicien ne modifie ni la nature de la mission de l'assistant à maîtrise d'ouvrage ni les responsabilités qui en découlent.

En conséquence, il revient au titulaire du contrat de faire toute diligence en ce qui concerne le respect des obligations relatives à la prise en compte de la nature du sous-sol, une mention spécifique devant apparaître dans les programmes de maîtrise d'œuvre.

6.4.2 – Diagnostics avant démolition

Le maître de l'ouvrage a prévu de confier une mission globale de diagnostic du bâti existant à déconstruire

En particulier, un chapitre spécifique devra être prévu dans le programme pour indiquer les exigences du maître de l'ouvrage en ce qui concerne la sécurité des travailleurs lors des interventions sur les ouvrages à déconstruire.

ARTICLE 7 - REMISE DES DOCUMENTS D'ETUDES

7.1 - Présentation des documents

Par dérogation à l'article 28.4.2, du CCAG-PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents constitutifs de chacun des éléments de mission lui seront présentés.

Les documents graphiques (plannings) et écrits dus par le titulaire sont remis au maître de l'ouvrage dans les conditions du présent article.

Dans les cas où la remise d'un élément de mission ne s'opère pas en une seule fois, chaque sous-ensemble doit être clairement identifié dans son bordereau d'accompagnement.

En outre, chaque bordereau comportera,

- soit la mention « documents provisoires »,
- soit la mention « documents définitifs ».

7.2 - Délais de remise des documents

Le titulaire s'engage à respecter les délais impartis pour la remise des documents suivants :

• Élaboration du programme général de l'enveloppe prévisionnelle travaux (article III du CCTP)	8 semaines à compter de la notification de l'OS de démarrage de la prestation
• Remise du programme technique détaillé (article III du CCTP) et estimation projet	6 semaines à compter de la notification de l'OS de la phase 2
• Avis sur les documents de conception APS	15 jours à compter de la notification de l'OS de la phase 5
• Avis sur les documents de conception APD	15 jours à compter de la notification de l'OS de la phase 6

7.3 - Avis sur les documents provisoires

Les navettes concernant la mise au point des « documents provisoires » doivent se faire à l'intérieur des délais contractuels relatifs à l'élément concerné.

Les délais nécessaires à la maîtrise d'ouvrage pour émettre avis et observations sur les « documents provisoires » sont arrêtés d'un commun accord, sur suggestion du titulaire.

7.4 - Vérification des prestations

Les « documents définitifs » sont vérifiés dans les conditions de l'article 8 du présent CCAP.

7.5 - Nombre d'exemplaires

Le nombre d'exemplaires de dossiers dus par le titulaire est le suivant :

- Programme Général et Programme Technique Détaillé 3 dont un reproductible
- Note d'analyse des conceptions présentées (APS) puis APD 3 dont un reproductible
- Avis divers : 3 dont un reproductible

Chacun de ces documents (sauf les avis divers) fait l'objet : en plus d'une remise sur support clé ou CD- ROM.

ARTICLE 8 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

8.1 - Opérations de vérification

Conformément à l'article 28.1 du CCAG-PI, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant vérifiera la conformité de la prestation exécutée et procèdera à la réception des documents produits ou prestations réalisées par le titulaire conformément aux dispositions suivantes.

La livraison des prestations et documents objet de chaque bon de commande fait l'objet de vérifications quantitatives et qualitatives.

Vérifications quantitatives : si la quantité n'est pas conforme, le titulaire aura l'obligation de compléter ou reprendre l'excédent dans le délai fixé par l'autorité compétente.

Vérifications qualitatives : si les prestations ne sont pas conformes, suite aux vérifications qualitatives, elles seront refusées et obligatoirement remplacées par le titulaire dans le délai indiqué par l'autorité compétente.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, compte tenu de la nature des prestations, le titulaire n'est pas convoqué pour assister aux opérations de vérifications et le Pouvoir Adjudicateur n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications des éléments remis pour acceptation.

A l'issue des opérations de vérifications quantitatives, si les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérifications qualitatives.

8.2 – Admission

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, la décision par le Pouvoir Adjudicateur d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des documents d'études (livrables) doit intervenir dans un délai de 15 jours calendaires. En cas d'admission tacite, l'admission prend effet au terme du délai mentionné ci-dessus.

Il est fait application de l'article 29.3 du CCAG-PI en cas de réfaction.

En cas de rejet ou d'ajournement, le titulaire est tenu de présenter son livrable modifié dans un délai maximum de 8 jours calendaires par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI.

En cas de rejet ou d'ajournement, le Pouvoir Adjudicateur dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des livrables modifiés, du même délai que celui indiqué ci-dessus.

Conformément à l'article 29.5 du CCAG-PI, lorsque la mauvaise qualité des prestations remis par l'acheteur, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, l'acheteur ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :

- si le titulaire a, dans un délai de quinze jours calendaires à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé l'acheteur des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et que l'acheteur a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifié sa décision au titulaire.

ARTICLE 9 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE OU DES DROITS DE TOUTE AUTRE NATURE RELATIF AUX RESULTATS

Les droits d'utilisation sur les résultats sont concédés au pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 35 du CCAG PI.

Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Le pouvoir adjudicateur peut utiliser librement les résultats de l'étude. Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec son autorisation.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

ARTICLE 10 - PÉNALITÉS

Les pénalités sont forfaitaires non révisables et cumulables. Les pénalités feront l'objet d'un titre de recette ou d'une retenue sur le montant des acomptes.

10.1 - Pénalités de retard

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont demandées dans les délais, il doit en informer immédiatement l'administration et en tout état de cause avant l'expiration de ces délais.

Il doit soumettre en même temps à l'appréciation de celle-ci, les justifications présentant un caractère de force majeure ou autre qu'il pourrait éventuellement fournir.

INRAE se réserve le droit de ne pas appliquer les pénalités de retard en fonction des éléments fournis par le titulaire.

Si le titulaire néglige de s'y conformer il sera pénalisé, sans mise en demeure préalable.

10.1.1 Pénalité d'exécution dans chaque phase

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, le titulaire encourt des pénalités de retards égales à 1/100 du montant de chaque phase, par jour de retard d'exécution à compter du lendemain du Jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante : $P = V * R / 100$; dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

10.1.2 Pénalité d'admission

Dans l'hypothèse de rejet partiel ou total de la prestation, par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, le titulaire encourt des pénalités de retards égales à 1/500 du montant global du marché, par jour de retard, suivant le cas jusqu'au jour de la mise en service du matériel en état ou remplacé, ou jusqu'au jour de la résiliation du marché.

10.1.3 Pénalité de retard de remise des documents

Pour chacun des délais définis à l'article 7.2 du présent document, et par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de retard le titulaire se verra appliquer sur le calcul de ses acomptes une retenue provisoire de 200 euros par jour de retard. La transformation des retenues provisoires en pénalités définitives sera fonction du préjudice que le maître de l'ouvrage aura estimé avoir subi.

10.2 - Pénalité pour non remplacement du responsable désigné à l'article 6.2

Le montant de la pénalité pour non remplacement du responsable désigné à l'article 6.2 dans un délai de 15 jours ou indisponibilité du responsable désigné au-delà de 15 jours, est de 200 euros par jour de retard calendaire à compter du 16ème jour.

10.3 - Pénalités afférentes au travail dissimulé

Lorsqu'il ne respecte pas ses obligations déclaratives afférentes à la lutte contre le travail dissimulé telles que définies aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail, le titulaire encourt une pénalité égale à 10 % du montant du marché et ne pouvant excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du Code du travail. Le pouvoir adjudicateur peut également, en lieu et place de cette pénalité, décider de résilier le marché pour faute sans indemnités.

10.4 - Plafond des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le plafond général des pénalités applicables au présent marché est égal à 20 % du montant global des prestations commandées par INRAE.

ARTICLE 11 - PRIX

Le prix du marché est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Le prix comprend l'ensemble des prestations indiquées au CCAP et au CCTP.

Le prestataire ne pourra en aucun cas faire valoir une connaissance insuffisante des sites ou des conditions de travail dans le but de réclamer une quelconque plus-value, indemnité ou révision des prix des prestations.

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées dans les articles qui suivent.

La révision s'applique à chaque acompte demandé dans les conditions de l'article 11.3.

11.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédent celui de la remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro".

11.2 - Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux est l'index officiel ingénierie ING (publié par le Ministère de l'Équipement).

11.3 - Modalités de révision des prix

Elle se calcule moyennant l'application au montant de l'acompte d'un coefficient R qui résulte du calcul suivant :

$$R = 0,15 + 0,85 \frac{Im}{Im0}$$

Dans laquelle :

Im est l'index officiel ingénierie ING (publié par le Ministère de l'Équipement) connu lors de l'émission de la demande d'acompte.

Lorsque l'acompte demandé concerne une prestation dont la durée d'exécution s'étale sur plusieurs mois, la valeur de l'index à retenir est l'index connu lors de l'émission de la demande d'acompte.

$Im0$ est l'index officiel ingénierie ING au mois $m0$.

11.4 - Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant, de même pour la remise à jour.

ARTICLE 12 - FACTURATION

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE de notre agence comptable (Bordeaux) : 180070039 01274
- Le numéro du marché
- Le numéro du bon de commande
- Les fournitures livrées ou prestations exécutées
- Le montant HT des fournitures ou prestations
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Présidente du Centre INRAE de Bretagne-Normandie.

La facture comportera, par ailleurs, les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale.

ARTICLE 13 - PAIEMENT

Le titulaire remettra ses demandes d'acomptes via CHORUS PRO au fur et à mesure de la réalisation de chaque phase technique d'étude. Le titulaire pourra demander des acomptes pour chaque phase. Dans ce cas, il lui appartient de remettre tout justificatif prouvant la réalité de la créance.

Le paiement de chaque phase technique figurant dans la décomposition des prix de l'annexe financière sera conditionné à la validation de ladite phase.

Les demandes d'acompte ou de solde ainsi que leur mandatement se feront conformément aux dispositions de l'article 11 du CCAG-PI.

En cas de groupement, le mandataire a seule capacité pour présenter les demandes de paiement.

La liquidation du présent marché sera effectuée conformément aux règles de la comptabilité publique. Le mode de règlement est le virement par mandatement administratif.

Le paiement intervient dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par INRAE, après vérification du service fait par le service acquéreur.

Les erreurs ou omissions dans la demande de règlement seront signalées au titulaire du marché, obligation sera faite à ce dernier d'établir une nouvelle demande ou une nouvelle facture, à compter de la réception desquels un nouveau délai de 30 jours pour effectuer le paiement sera ouvert dans des conditions identiques à celles visées à l'alinéa précédent.

Le défaut de paiement dans les délais prévus donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de 30 (trente) jours visé ci-dessus (délai global de paiement) jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 (huit) points de pourcentage.

ARTICLE 14 - CLAUSES DE FINANCEMENT

14.1 - Avance

Le titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions des articles R2191-3 et R2191-5 du Code de la Commande Publique, si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf renonciation expresse du titulaire sur l'acte d'engagement. Le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial TTC du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint soixante-cinq pour cent (65%). Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint quatre-vingt pour cent (80%).

Conformément à l'article R2191-7 du Code de la Commande Publique le titulaire a droit à une avance de 30 % du montant du marché sous réserve qu'il transmette à INRAE une garantie à première demande correspondant à ces 30 % lors de la conclusion du marché.

14.2 - Garantie à première demande

L'avance peut être portée à un maximum de 60 %, à la condition impérative que l'entreprise qui en bénéficie constitue une garantie à première demande garantissant la totalité du montant préfinancé (article R2191-8 et article R2391-5 du Code de la Commande Publique).

14.3 - Cession et nantissement

Le marché pourra faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement dans les conditions fixées à l'article R2191-59 du Code de la Commande Publique, auquel renvoie l'article R2391-28 du CCP.

ARTICLE 15 - CLAUSE DE REEXAMEN

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, et dans le respect des conditions prévues aux articles L2194-1 et suivants et R2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

ARTICLE 16 - ASSURANCE

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, lors de la remise de son offre ou dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous sa direction à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité.

Le titulaire s'engage à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de INRAE, par la présentation des polices et quittances ou attestations correspondantes.

INRAE atteste qu'il garantit ses propres biens immeubles et meubles.

ARTICLE 17 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Tout manquement constaté dans ses obligations telles que décrites au présent marché sera notifié au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Si le prestataire ne les a pas remplies dans les quinze jours suivant la réception de la lettre, INRAE pourra résilier le présent marché de plein droit aux torts exclusifs du titulaire et sans indemnité.

Dans ce cas, le titulaire sera rémunéré des prestations terminées et admises au moment de la réception de la lettre et éventuellement des prestations en cours d'exécution dont INRAE accepte l'achèvement.

Les autres dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG-PI sont applicables.

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation objet du présent contrat dans les délais impartis, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché aux frais et risques du titulaire.

Dans ce cas, le surcoût supporté par l'acheteur est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que l'acheteur aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.

ARTICLE 18 - LANGUE - MONNAIE

Les correspondances et toute la documentation fournie au titre du marché sont rédigées en français. La monnaie de compte du marché est l'EURO.

ARTICLE 19 - ACHEVEMENT DE LA PRESTATION

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du bon de commande à l'issue de chacune des phases techniques indiquées dans l'annexe financière.

ARTICLE 20 - COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES

Les parties au contrat peuvent communiquer entre elles par courrier simple, par télécopie ou par courrier électronique.

Lorsque les communications, quelle qu'en soit la teneur, se font par télécopie, c'est la télécopie d'expédition du message qui lui confère « date certaine ».

La LRAR ou la remise contre récépissé seront utilisées dans les cas suivants :

- Ordres de Service modifiant le contrat dans ses délais.
- Mises en demeure du maître de l'ouvrage au titulaire.
- Observations à un Ordre de Service
- Mémoires de réclamation.
- Décision de résiliation.
- Décision d'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par application de l'article 27 du CCAG-PI.

ARTICLE 21 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le responsable et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

En cas de différend né à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut d'accord, le tribunal administratif de Rennes est seul compétent.

ARTICLE 22 - CHANGEMENTS AFFECTANT LA SOCIÉTÉ

Le titulaire doit obligatoirement notifier à INRAE tout changement concernant l'identification du titulaire (ex : raison sociale ou dénomination sociale, siège social ...) ainsi que toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent marché une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. INRAE se réserve le droit de résilier, dans un délai de 2 mois après cette notification, le présent marché sans être tenu au paiement d'une indemnité.

Cette clause étant une condition expresse, toute inobservation pourra entraîner la résiliation immédiate du marché sur simple notification par lettre recommandée sans autre formalité et indemnité.

ARTICLE 23 - DEROGATION AU CCAG

La présent CCATP déroge aux articles du CCAG-PI suivants :

- Article 3.4.3
- Article 4.1
- Article 14
- Article 14.1.2
- Article 28.2
- Article 28.4.2
- Article 28.5
- Article 29.2.1

Lusignan, le 25 février 2026